



Calendrier scolaire : un faux débat loin des urgences de l'École

Le Conseil Supérieur de l'Education, instance de consultation chargée, entre autres, d'émettre des avis sur le fonctionnement de l'école, s'est réuni le 1er octobre.

Le projet d'arrêté fixant le calendrier de l'année scolaire 2026-27 était l'un des dix-huit points à l'ordre du jour. Bien loin d'être l'élément sur lequel se seraient focalisés les débats comme le décrivent certains médias !

Sur ce point précis, la FSU-SNUipp a présenté trois amendements dont l'un portait sur le nom des vacances de Toussaint et Noël. La proposition était de les faire évoluer en "vacances d'automne" et en "vacances de fin d'année". Celle-ci a recueilli 44 voix pour, 7 contre et 2 abstentions.

La FSU-SNUipp rappelle que l'école de la République est laïque et qu'à ce titre, elle scolarise tous les enfants. Elle gagnerait à construire des repères communs et c'est en ce sens que cet amendement a été déposé.

Pour les vacances d'automne, il s'agit de généraliser une appellation qui est déjà d'usage et qui a prévalu au remplacement des vacances de Pâques par les vacances de printemps en 1974. D'ailleurs les "vacances de fin d'année" sont déjà largement employées à l'instar des fêtes du même nom.

L'UNI, association étudiante membre du CSE et proche de l'extrême droite, s'est affranchie de son obligation de discrétion en lançant une pétition qui revient sur les débats du CSE. La FSU-SNUipp le dénonce, tout comme l'instrumentalisation qui en est faite. La multiplication des menaces sur les réseaux sociaux et dans la sphère médiatique de la part de personnalités ou groupes proches de l'extrême-droite n'est pas acceptable.

Cette récupération et la polémique qui en découle masquent les vraies problématiques de l'École. La FSU-SNUipp ne laissera pas le débat sur l'École dévoyé par les idées réactionnaires et continuera à porter ses revendications pour une école publique laïque plus juste, plus égalitaire et émancipatrice.

Paris, le 3 octobre 2025